20 ans après l'Unité : regards sur l'économie dans l'est de l'Allemagne

Karl Brenke

Traducteur : Isabelle Bourgeois et Solène Hazouard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4176>

DOI : 10.4000/rea.4176

ISBN : 978-2-8218-0892-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 26 octobre 2010

Pagination : 5-20

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Karl Brenke, « 20 ans après l'Unité : regards sur l'économie dans l'est de l'Allemagne », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 98-99 | octobre 2010, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4176> ; DOI : 10.4000/rea.4176

20 ans après l'Unité : regards sur l'économie dans l'est de l'Allemagne

Karl Brenke

Cette année, la République fédérale d'Allemagne fête le 20^e anniversaire de l'Unité. Or si les célébrations donnent lieu à l'invariable cortège de discours officiels, il faut bien se rendre à l'évidence : dans le débat politique allemand, la problématique est-ouest a considérablement perdu en importance. Si certains tendent à y voir un signe d'indifférence, cette évolution traduit en réalité plutôt le fait qu'aujourd'hui, près d'une génération après, s'est installée une certaine normalité. Ce 20^e anniversaire n'en fournit pas moins l'occasion d'un bilan, sachant toutefois que le 3 octobre 1990 n'est que la date de l'achèvement, formalisé au plan politique, du processus d'unification. Bien plus lourds de signification furent les événements qui se sont déroulés dans les mois précédents, en particulier l'ouverture des frontières, ainsi que l'unité monétaire, économique et sociale des deux Etats allemands le 1^{er} juillet. Nous nous concentrerons ici sur le processus économique de l'unification dans l'Allemagne de l'est. En effet, si la majorité des citoyens de la RDA revendiquait la liberté politique, elle revendiquait aussi l'amélioration de sa situation matérielle, mesurée en règle générale à l'aune de la puissance économique et du standard de vie de la « vieille » RFA. Mais d'abord esquissons en quelques traits le désastre économique qui mena à la fin de la RDA.

Karl Brenke, sociologue, est conseiller scientifique du président de l'Institut DIW (Berlin).

Economie de la RDA : une consommation débridée, au détriment de la substance économique

Politiquement, la République démocratique allemande (RDA) s'est effondrée comme un jeu de cartes. Dès le mois de mai 1989, la fraude à laquelle avaient notoirement donné lieu les élections communales soulève une forte grogne dans l'opinion ; puis les mouvements de protestation gagnent en ampleur. La chute du Mur, ce symbole de 40 ans de partition de l'Allemagne, scellera définitivement la fin de la RDA à l'automne 1989. La multiplication des manifestations avait alors affaibli le gouvernement de la RDA ; et quand des Etats amis comme la Hongrie ont ouvert leurs frontières aux ressortissants de la RDA qui souhaitaient émigrer à l'Ouest, le régime s'est effondré.

La banqueroute de la RDA n'était pas seulement politique, le pays ayant accumulé d'immenses problèmes économiques qu'il ne parvenait plus à surmonter par ses propres moyens. Depuis de nombreuses années déjà, la population ressentait les effets de ces difficultés économiques, soit parce que les entreprises tendaient de plus en plus à retarder leurs investissements pourtant indispensables, soit encore du fait de la pénurie de biens de consommation. Bien entendu, il était interdit d'évoquer ces questions dans le débat public. Le cercle restreint du pouvoir refoulait ces problèmes et propageait la vision d'un monde parfait, à laquelle adhérait d'ailleurs une large majorité des membres du parti socialiste unitaire d'Allemagne (SED) au pouvoir. Lorsque, à l'automne 1989, la réalité des faits fut mise au grand jour, grandes furent la désillusion comme la colère contre la politique de la tête du parti.

Cela peut paraître absurde, mais malgré sa situation d'économie de pénurie, la RDA vivait au-dessus de ses moyens. Ainsi par exemple, de 1985 à 1989, non

Longue omerta sur l'ampleur des difficultés économiques

La RDA vivait au-dessus de ses moyens

seulement le fonds budgétaire dédié, dans le cadre du plan quinquennal, à l'approvisionnement de la population en produits de base, donc biens de consommation domestiques, avait connu une croissance annuelle (+4,0 %) supérieure à celle du PIB (+3,6 % seulement), mais encore le revenu réel par tête avait augmenté plus vite (+4,5 %) que la production de biens de consommation, ce qui avait généré un excédent de pouvoir d'achat (Schürer et al., 1989). Or celui-ci rendait nécessaire une extension de l'offre de biens de consommation. C'est ainsi que furent imposés aux entreprises et combinats industriels des quotas de production de biens de consommation, que ceux-ci soient en adéquation ou non avec leur gamme de produits ou leurs capacités de production. La conséquence en fut nécessairement une inefficience accrue.

Une économie
massivement subventionnée

Par ailleurs, la doctrine voulait que, malgré des salaires et coûts en progression, le socialisme se distingue par une stabilité ou une hausse modérée des prix. Pour maintenir le plus possible à niveau constant le prix de nombreux biens de consommation, on recourut donc aux subventions. Celles-ci « *sont passées de 8 milliards de mark (est) en 1970 à la somme phénoménale de 58 milliards en 1989. Cela entraîna ... des effets de disproportion qui ont fini par perturber l'équilibre du tissu macroéconomique. Le secteur industriel de la sous-traitance a perdu en compétitivité, des branches entières ont été frappées d'obsolescence faute de modernisation, et l'équilibre social lui aussi a subi des perturbations, les travailleurs ne s'identifiant plus au Plan* » (Enquete-Kommission, Wortbeitrag Schürer, 1999). Notons, à titre de comparaison, qu'en 1988, le PIB de la RDA atteignait 346 milliards de mark est. Cette politique eut pour corollaire une dette croissante contractée auprès des Etats occidentaux, due essentiellement à l'importation des produits alimentaires indispensables à l'approvisionnement de la population de la RDA.

A ces problèmes s'ajouta le recul croissant de la compétitivité technologique. En tant qu'Etat du bloc Est, la RDA tombait elle aussi sous le coup de l'embargo du bloc occidental qui l'a coupée du développement des technologies informatiques des pays de l'Ouest. En compensation, elle a dû miser sur sa propre politique de développement technologique, mais celle-ci a absorbé des ressources colossales sans retombées réellement positives.

L'unité monétaire allemande : une inévitable catastrophe

Urgence de l'union monétaire
pour stopper l'hémorragie
de la population

Après la chute du Mur avait commencé un exode massif des Allemands de l'Est vers la RFA, au point que parfois, comme lors d'une catastrophe naturelle, il avait fallu prévoir leur hébergement dans des écoles et des gymnases. Dans le même temps, en RDA, les revendications politiques des citoyens subissaient un changement. Alors qu'au début, elles avaient pour objet l'introduction de libertés démocratiques, elles se sont progressivement concentrées sur des objectifs matériels. Le slogan « *le peuple, c'est nous* » (*Wir sind das Volk*) s'est transmué en « *nous sommes un peuple* » (*Wir sind ein Volk*) ; et la revendication de l'unité nationale s'accompagnait de manière croissante du désir de plus de prospérité – surtout après l'introduction du deutsche mark (le 1^{er} juillet 1990), synonyme de pouvoir d'achat et d'un standard de vie élevé. Dans ce contexte, le chancelier Helmut Kohl (CDU) avait préconisé une union monétaire dès le mois de février 1990. Lors des premières élections libres à la *Volkskammer* (le parlement de la RDA) le 18 mars de la même année, les partis de l'Alliance pour l'Allemagne, proches de l'Union CDU/CSU de la RFA, et qui avaient fait campagne avec pour slogan « *la prospérité pour tous* », et promettaient des « *paysages fleuris* » remportent la majorité. La perspective d'un rapide basculement au deutsche mark a alors endigué la vague d'émigration.

Un taux de change favorable
aux consommateurs...

Dans le cadre de l'union monétaire entrée en vigueur le 1^{er} juillet, l'épargne des citoyens de la RDA a été échangée au taux de 1 mark est contre 1 DM, dans la limite de 6 000 DM par personne ; au-delà de ce plafond s'appliquait un taux de 1 DM pour 2 marks est. Etant donné le pouvoir d'achat excédentaire en RDA, le

basculement a donc en réalité été plus favorable : sachant que le total des avoirs et transactions courantes des individus échangés au taux de 1 : 1 s'est élevé à 140 milliards de DM, chacun a touché en moyenne environ 8 500 DM. Foncièrement, l'union monétaire se résume ainsi à un transfert de patrimoine d'Ouest en Est, puisque la substance économique de la RDA ne permettait pas de lever de telles sommes. Quoi qu'il en soit, l'union monétaire a permis aux Allemands de l'Est de consommer et de satisfaire ainsi leurs désirs non assouvis depuis de longues années.

D'un autre côté toutefois, elle s'est traduite par un choc de réévaluation massif, puisque les salaires étaient soumis eux aussi au taux de change 1 : 1. Il a particulièrement affecté les secteurs de l'économie soumis à la concurrence au-delà de la zone d'implantation des entreprises. En l'espace de quelques semaines seulement, la production industrielle s'est réduite de moitié environ ; et si le commerce extérieur, notamment avec l'Union soviétique, n'avait pas bénéficié d'un gigantesque soutien des pouvoirs publics, il se serait totalement effondré. Cette situation catastrophique était prévisible car le basculement au DM s'était traduit par une réévaluation brutale. Alors que jusqu'au 30 juin 1990, le règlement interne des transactions commerciales entre les entreprises de la RDA et de la RFA s'effectuait sur la base de 4,3 marks est pour 1 DM, ce taux a perdu toute consistance dans la nuit du 1^{er} juillet. Aucune économie n'aurait résisté à un tel choc. Pour le dire autrement, quitte à simplifier le trait : imaginons seulement ce qui se passerait si, du jour au lendemain, la valeur de l'euro passait à quatre fois celle du dollar et qu'un concessionnaire se voyait obligé de vendre à ses clients américains une voiture produite dans l'UE soudain pour un prix de 80 000 \$ au lieu de 20 000 \$ comme la veille ? Nul doute que les ventes d'automobiles européennes s'effondreraient aux Etats-Unis et qu'en Europe, la demande de véhicules américains exploserait. C'est ce type de phénomène qui s'est produit à l'époque en RDA. A quoi s'ajoutait le fait que les Allemands de l'est boudaient les produits fabriqués en RDA parce qu'ils considéraient les produits occidentaux comme plus 'branchés' ou de plus grande valeur, bien qu'ils ne soient pas toujours de qualité supérieure.

A l'été 1990, la RDA avait donc pour monnaie le DM, mais la base de son économie s'était effondrée. Et, surtout, celle-ci n'était plus protégée par un taux de change qui lui aurait permis comme aux autres économies en transition des pays de l'ex-Pacte de Varsovie de s'adapter progressivement aux conditions du marché mondial. La conséquence en a été une hausse fulgurante du sous-emploi. Alors que le nombre d'actifs se situait à un peu plus de 9 millions, le nombre de chômeurs indemnisés a rapidement atteint un million. Mais ce n'était là que le sommet de l'iceberg. En effet, s'y ajoutaient une vague massive de départs à la retraite ou en pré-retraite, la mise en œuvre de gigantesques programmes de formation continue et d'emplois aidés, et enfin le recours massif au chômage partiel comme mesure active de maintien en emploi, alors que nombre d'entreprises n'avaient aucune activité à offrir à ces personnes. Dès la fin 1990, près de 3 millions de personnes étaient ainsi en sous-emploi ; un chiffre qui n'a cessé d'augmenter ensuite étant donné le temps nécessaire à la mise en œuvre de la plupart des programmes adoptés pour préserver l'emploi [voir dans ce numéro l'analyse de B. Spitznagel ; IB].

Certes, en ce qui concerne l'économie, l'union monétaire s'assimilait donc à une catastrophe ; mais sous l'angle politique, elle était indispensable pour freiner l'exode des Allemands de l'Est et stopper l'hémorragie des habitants comme des actifs de la RDA. La seule alternative à l'union monétaire aurait été de reconstruire le Mur – et de le faire surveiller... du côté Ouest !

Après la chute du Mur : un renouveau économique difficile

Le collapsus de l'économie de la RDA a posé un défi herculéen aux pouvoirs publics de la RFA comme au premier gouvernement de RDA issu d'élections

... mais un choc de réévaluation brutal pour l'économie...

... avec pour conséquence une hausse fulgurante du sous-emploi

Une seule solution : privatisation à marche forcée

libres et constitué le 12 avril 1990. Face à ce choc extrême, il fallait chercher à renouveler d'urgence les bases de l'économie, et avant tout, à reconstruire le tissu industriel. C'est à juste titre qu'on misa alors sur une privatisation à marche forcée. Car d'un côté, si l'Etat avait repris les entreprises pour poursuivre leurs activités, une telle mesure aurait soulevé d'énormes problèmes en matière de doctrine de politique économique et se serait soldée par des effets innombrables de distorsion de concurrence aussi bien dans l'Allemagne réunie qu'au sein de l'UE – sans parler du fait qu'elle aurait certainement empêché la rapide adaptation de l'économie aux lois du marché. D'un autre côté, l'Etat aurait été bien en mal de redresser sous sa propre responsabilité l'industrie de la RDA ; il lui aurait fallu pour ce faire recruter une véritable armée de managers dotés d'une longue expérience des restructurations et d'une connaissance intime des multiples secteurs concernés – une demande que le marché aurait été incapable de satisfaire dans cette ampleur.

**Mais faute d'investisseurs
en nombre suffisant...**

A l'été comme à l'automne 1990, on pensait généralement que la privatisation était une tâche certes gigantesque, mais somme toute rapidement accomplie, puisqu'elle allait attirer les investisseurs en masse. Mais il fallut bientôt constater que l'intérêt de ces derniers au rachat d'une entreprise anciennement publique était bien moins prononcé qu'on le pensait. Il n'y avait rien d'étonnant à cela : pourquoi en effet une entreprise sise dans les « anciens Länder » (ceux de la RFA d'avant l'Unité) aurait-elle repris un établissement dans les « nouveaux » (l'ex-RDA) alors qu'il lui suffisait d'étendre ses capacités à l'ouest pour servir ce nouveau marché qui s'offrait à elle à l'est ? Il n'en allait pas autrement des entreprises étrangères. Un handicap supplémentaire à la privatisation résidait dans les fortes hausses salariales qui visaient un rapide rattrapage avec le niveau des salaires à l'ouest sans tenir compte des performances réelles des entreprises.

**... la *Treuhandanstalt* accumule
un déficit de 240 milliards de DM**

Alors qu'on croyait que la privatisation remplirait les caisses publiques, c'est l'inverse qui se produisit. Quand, en 1994 la *Treuhandanstalt*, l'organisme public chargé des privatisations, arrêta ses comptes, ils présentaient un déficit de 240 milliards DM. Ce montant s'explique facilement : pour maintenir en vie les entreprises en attendant leur privatisation, il avait fallu les abonder en liquidités parfois pendant plusieurs années. Et il avait fallu aussi subventionner parfois les repreneurs pour les inciter à passer à l'acte. Il n'était pas rare en effet que la substance d'une entreprise se résume à son personnel généralement bien qualifié ; les murs étaient bons pour la démolition, les machines bonnes pour la casse, et les terrains étaient le plus souvent pollués.

**Reconstruction rapide
seulement dans les secteurs dont
l'activité requiert la proximité**

A l'inverse, la reconstruction de l'économie est-allemande a été bien plus facile dans ces secteurs où les entreprises offrent des biens quasi impossibles à vendre au-delà de la région d'implantation et pour lesquelles la proximité des débouchés locaux représente un avantage compétitif. Il s'agit de l'hôtellerie et de la gastronomie, du commerce de détail, du secteur de la santé, des cinémas et d'autres services proches du consommateur, mais aussi de certaines activités industrielles comme l'imprimerie (presse) ou la production de biens aux coûts de transport onéreux comme les matériaux de construction. S'y ajoute le secteur du BTP dont les activités s'étaient d'abord considérablement tassées après la chute du Mur, les directives du Plan de la RDA ayant perdu toute raison d'être. Or les secteurs tributaires des marchés régionaux se sont redressés notamment grâce à la multiplication des créations d'entreprises ou le rachat d'entreprises par des Allemands de l'est. Certains ont même attiré un grand nombre d'entreprises ouest-allemandes ; ainsi les grandes chaînes de distribution soucieuses d'assurer leurs parts de marché futures, ou encore les banques et les assureurs. Etant donné la pénurie de terrains dans les zones d'activité au cours des premiers mois, c'est souvent dans des abris provisoires (tentes, conteneurs) que ceux-ci proposaient leurs services.

L'évolution depuis le début des années 1990

L'économie des « nouveaux » Länder (nous y incluons ici Berlin-Ouest dans les données et leur analyse) a atteint le creux de la vague au cours de l'année 1991 – après ce qu'il faut bien appeler un collapsus. Ensuite, elle s'est redressée d'abord par bonds rapides. Dans la première moitié des années 1990, l'économie a connu une croissance fulgurante en termes réels, qui s'est toutefois considérablement ralentie dans la seconde moitié. Ensuite, la croissance a suivi dans les nouveaux Länder une évolution comparable à celle des Länder de l'ouest, bien que certaines années, elle ait été supérieure ou inférieure. Mais dans l'ensemble, depuis plus de dix ans, l'évolution n'y a plus rien de comparable à ce rattrapage fulgurant de la première moitié des années 1990.

Rattrapage ralenti depuis plus de dix ans

Evolution du PIB en Allemagne de l'ouest et en Allemagne de l'est

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. 1995 = indice 100.

L'évolution présente des disparités parfois fortes selon les secteurs considérés. Après une brève transition, le BTP a connu une croissance considérable, déclenchée par une forte hausse de la demande des pouvoirs publics et des entreprises publiques qui cherchaient à remédier à la grande pénurie en matière d'infrastructures. S'y ajoutaient un grand nombre d'investisseurs privés dont la plupart partageait alors l'analyse dominante au début des années 1990 selon laquelle l'Allemagne de l'est rattraperait vite le niveau de compétitivité de l'ouest. Des sommes colossales furent donc investies dans la construction de capacités industrielles et commerciales et d'immeubles, le boom du BTP étant dopé en outre par des mesures d'incitation fiscales. Mais quand, au milieu des années 1990, il fallut peu à peu se rendre à l'évidence que les attentes étaient disproportionnées, la bulle éclata, accélérant dans le BTP une chute de l'activité qui n'a pu être enrayerée que depuis 2007. Il faut néanmoins garder présent à l'esprit que malgré tout, et pendant des années, l'activité du BTP a été supérieure dans les nouveaux Länder à son niveau de l'ouest – y compris du fait de l'intervention de l'Etat (commandes directes de l'administration, programmes publics de soutien). Aujourd'hui, rapportée au nombre d'habitants, la production du secteur de la construction ne dépasse plus à l'est le niveau de l'ouest.

Bulle du BTP, puis retour à la normale en 2007

Le secteur manufacturier a, quant à lui, suivi une évolution différente. Du fait des problèmes rencontrés lors de la privatisation, la production n'a commencé à reprendre qu'au courant de l'année 1992, d'abord faiblement, puis avec vigueur. Les forts taux de croissance enregistrés par la suite se sont maintenus jusqu'ici, et ils ont même connu une accélération lors du dernier cycle de croissance de l'économie allemande. Certes, la récente crise financière et économique a fortement affecté l'industrie est-allemande aussi, bien que moins qu'à l'ouest ; en effet, en 2008, la croissance brute en termes réels du secteur était deux fois plus élevée qu'à son point le plus bas en 1990. A l'exception de l'an-

Secteur manufacturier : net rattrapage

née de crise 2009, la production industrielle est-allemande est plus élevée que du temps de la RDA.

Evolution de la production brute réelle dans différents secteurs de l'économie est-allemande

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. 1995 = indice 100.

Une évolution favorable des coûts salariaux à l'est

Cette longue période de croissance est certes due à des subventions substantielles. Il n'en reste pas moins qu'elle traduit aussi le regain de compétitivité des entreprises industrielles est-allemandes dont l'une des raisons est la modération des hausses salariales depuis 1993, ainsi que le révèle l'évolution des coûts salariaux (considérés ici sous l'angle de la relation entre revenus salariés et production brute nominale). Ils avaient certes commencé à baisser à l'est dès le début des années 1990, mais tout en restant supérieurs à la productivité jusqu'en 1993 ; autrement dit, jusqu'à cette date, les entreprises étaient fortement déficitaires. A partir de la fin des années 1990, l'évolution des coûts salariaux a été plus favorable dans les entreprises industrielles à l'est qu'à l'ouest.

Evolution des coûts salariaux unitaires dans l'industrie à l'ouest et à l'est

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. Barres du graphique : coûts salariaux unitaires ; courbe du graphique : coûts salariaux de l'est comparés à ceux de l'ouest.

Evolution normale du secteur des services

Le secteur des services a connu lui aussi une croissance continue, bien qu'à un niveau nettement plus modeste que l'industrie. Il faut dire que le secteur n'avait pas connu de collapsus en 1990, contrairement à l'industrie. L'an passé, la croissance réelle des services était supérieure de deux tiers à ce qu'elle était en 1991. Or, sachant que dans les Länder de l'ouest, la croissance réelle des services a été de près de 40 % durant cette période, les services dans les Länder de l'est ont donc connu eux aussi un rattrapage. D'une part, l'activité a été tirée

par une demande accrue de la part de l'industrie, d'autre part s'est développée la demande de services proches du consommateur. S'y ajoute le boom du tourisme dans certaines régions de l'est, en particulier le littoral de la Baltique.

La productivité, c'est-à-dire la production par actif, a été en forte hausse. Celle-ci était nécessaire compte tenu du retard considérable de la RDA en la matière, et donc prévue. Or une rapide hausse de la productivité tasse la demande de main-d'œuvre. Et comme jusqu'en 1993, la productivité augmentait plus vite que le PIB, le nombre d'actifs a continué à baisser après l'Unité allemande. Ensuite, il a augmenté pendant deux ans notamment du fait du boom que connaissait alors le BTP, avant de reculer à nouveau, tendance interrompue dans les phases de reprise conjoncturelle.

Forte hausse de la productivité et chute du nombre d'actifs occupés

Comparaison est-ouest de l'évolution de la production par actif occupé

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. 2005 = indice 100.

Evolution du nombre d'actifs occupés : comparaison est-ouest

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. 1995 = indice 100.

A l'ouest en revanche, l'évolution de l'activité a été nettement plus favorable, étant donné que la hausse de la productivité y a été beaucoup plus faible, puisqu'elle avait déjà atteint un haut niveau. Ce n'est qu'à partir de 2004 que s'est dessinée une embellie sur le marché de l'emploi est-allemand ; ensuite, la hausse de l'activité a été comparable à celle des Länder de l'ouest. Depuis plus de 10 ans, la tendance au rattrapage s'est donc interrompue à l'est dans le domaine de l'emploi aussi.

L'évolution de l'emploi varie elle aussi selon les secteurs. Ainsi, on constate une hausse continue du nombre d'actifs occupés dans celui des services. L'Allemagne de l'est suit ainsi la tendance observée dans les Länder de l'ouest et,

Croissance sans emploi dans l'industrie, mais pas dans les services

plus généralement, dans tous les pays industrialisés. Dans le BTP, l'emploi a fortement augmenté jusqu'à la fin du boom enregistré par le secteur, avant d'amorcer une forte décrue. Dans le secteur manufacturier, à l'inverse, le nombre d'actifs occupés a diminué jusqu'au milieu des années 1990 malgré une forte hausse de la productivité, avant de stagner au cours de la décennie suivante ; ce n'est qu'ensuite qu'il a enregistré une hausse relative. L'industrie a donc connu durant de nombreuses années une 'croissance sans emploi' s'accompagnant d'une phénoménale hausse de la productivité : ainsi, l'an dernier, malgré le fort recul de l'activité déclenché par la crise, la production industrielle par actif occupé atteignait un niveau quatre fois supérieur, en termes réels, à ce qu'il était au début des années 1990.

Evolution du nombre d'actifs occupés
dans différents secteurs de l'économie est-allemande

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. 1995 = indice 100.

Taux de chômage en Allemagne de l'ouest et en Allemagne de l'est (en %) *

Source Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. * données CVS.

A la fois sous-emploi massif et chute du potentiel d'actifs

L'évolution de l'emploi présente aussi une face d'ombre : celle du chômage. Celui-ci a fortement augmenté jusqu'à la fin des années 1990 ; cela dit, l'ampleur réelle du sous-emploi est masquée par la mise en œuvre d'un gigantesque train de mesures actives en faveur de l'emploi. Même ensuite, le taux de chômage est resté nettement plus important à l'est qu'à l'ouest. Et il n'a commencé à baisser qu'en 2006, sous l'effet conjugué d'une conjoncture favorable et des réformes du marché de l'emploi adoptées dans l'ensemble de la RFA. Et si, depuis quelques années, le chômage évolue même plus favorablement à l'est qu'en moyenne allemande, cela est dû au recul du potentiel d'actifs sous l'effet du vieillissement démographique. Deux éléments se conjuguent en effet : la migration, surtout des jeunes, vers l'ouest, et la chute du taux de natalité qui

s'est divisé par deux immédiatement après la chute du Mur et reste bas dans l'ensemble depuis. La relève est donc de moins en moins assurée sur le marché de l'emploi. Et pourtant, le taux de chômage reste presque deux fois plus élevé à l'est qu'à l'ouest.

Même 20 ans après, l'Allemagne de l'est reste à la traîne

Si on se réfère au rapide rattrapage économique qu'espéraient voici 20 ans de nombreux Allemands – avant tout les citoyens de l'ex-RDA –, alors le bilan actuel ne peut que décevoir. Car dans les nouveaux Länder, le PIB par habitant n'atteint que les trois quarts du niveau de l'ouest. Outre le fort chômage, ce qui est déterminant, c'est le net retard de la productivité est-allemande : par actif, elle n'atteint qu'environ 80 % du niveau ouest-allemand ; et comme la durée du temps de travail est supérieure à l'est, l'écart est encore plus important en ce qui concerne la productivité horaire.

La productivité est inférieure à l'est dans presque tous les secteurs. Elle n'est plus élevée que dans les secteurs ayant une faible importance dans la structure de l'économie, comme le secteur minier ou l'agriculture. Dans ce dernier cas, cela vient de la prédominance des grandes exploitations à l'est, alors que l'ouest se caractérise plutôt par un grand nombre de petites structures, moins efficaces, surtout dans le sud. A l'inverse, la productivité est-allemande est particulièrement à la traîne dans le BTP et une partie du secteur des services.

Productivité à la traîne, sauf dans l'agriculture

Productivité des actifs occupés dans quelques secteurs de l'économie est-allemande

	1991	1995	2000	2007	2009
Agriculture / Sylviculture	45	102	98	106	102
Industries productrices	37	67	70	78	84
Secteur minier	56	84	185	125	
Secteur manufacturier	28	59	72	80	85
Eau / Énergie	47	63	84	97	
BTP	56	83	71	75	75
Commerce / Hôtellerie / Transports	51	80	79	79	81
Commerce / Entretien / Réparations	56	78	78	75	
Hôtellerie / Gastronomie	54	90	83	88	
Transports / Communications	41	76	78	82	
Services aux entreprises (financement et location)	46	66	73	76	74
Crédit / Assurance	65	83	87	86	
Immobilier / Location / Services aux entreprises	40	60	69	73	
Prestataires de services publics et privés	64	85	87	89	90
Administrations publiques / Défense / Sécurité sociale	62	88	89	91	
Éducation / Enseignement	49	68	80	91	
Santé / Action sociale	68	90	92	88	
Autres services publics et privés	68	74	67	66	
Ménages	80	90	101	99	
Productivité totale	45	72	76	79	81

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. Anciens Länder (Berlin compris) = indice 100.

Les raisons qui expliquent l'écart de productivité dans la plupart des secteurs sont multiples, bien qu'on ne les connaisse pas toutes encore. L'une des principales réside dans la structure fonctionnelle des emplois : on relève ainsi à l'est un nombre relativement plus important d'actifs occupés à des postes requérant des qualifications de niveau moyen. En comparaison de l'ouest également, une part relativement faible d'actifs occupe des positions dirigeantes, et on recense par ailleurs peu de personnes exerçant des activités hautement qualifiées mais non dirigeantes. Ces différences proviennent du nombre comparativement élevé à l'est de fonctions d'exécution, en lien direct avec la production ou la prestation de services au client. A l'ouest par contre, on constate un plus grand nombre de fonctions à responsabilité, telles qu'on les trouve dans la direction, l'administration, la R&D ou dans le marketing et la vente. Cet état de fait révèle

Part élevée de qualifications moyennes et de fonctions d'exécution

que dans les nouveaux Länder, il y a trop peu de sièges sociaux, surtout trop peu de sièges et sites centraux de grandes entreprises ; or ce sont eux qui offrent les emplois particulièrement productifs et donc des salaires élevés.

Structure de l'emploi en Allemagne de l'ouest et de l'est (1^{er} trimestre 2010)

Fonction / qualification	Allemagne de l'ouest ¹⁾	Allemagne de l'est
Position dirigeante	10,9	8,8
Activités hautement qualifiées mais non dirigeantes	23,7	19,9
Qualification de niveau moyen	41,6	49,3
Techniciens spécialisés	15,3	15,9
Fonctions simples	8,5	6,1
Total	100	100

Source : Statistisches Bundesamt. ¹⁾ Berlin compris.

Mais comment de grands groupes industriels auraient-ils pu installer leur siège dans les nouveaux Länder, alors même que l'économie était à reconstruire sur de nouvelles bases ? Les anciens combinats n'étaient plus viables en tant que tels, et les unités aptes à prendre un nouveau départ avaient été vendues. La plupart de ces dernières fut cédée à des entreprises ouest-allemandes ou étrangères désireuses de n'installer dans les nouveaux Länder que des succursales. La situation était la même dans les autres secteurs, comme celui de la banque ou de l'assurance, où les groupes qui avaient leur siège à l'ouest se contentaient d'ouvrir des filiales dans les nouveaux Länder. Cela se traduit par le fait que les entreprises sont en règle générale plus petites à l'est qu'à l'ouest, les grandes structures étant sous-représentées. Alors qu'à l'ouest, un tiers des actifs travaille dans une entreprise de 500 salariés et plus, cette proportion est d'un quart seulement à l'est.

Répartition des actifs soumis à cotisations sociales par taille d'entreprises (en %)

Entreprises de... salariés	Allemagne de l'ouest ¹⁾	Allemagne de l'est
1 à 19	26,6	29,4
20 à 49	13,7	15,5
50 à 99	11,6	13,1
100 à 249	15,3	16,5
250 à 499	10,4	9,5
500 et plus	22,4	16,0
Total	100	100

Source : Bundesagentur für Arbeit, calculs de l'auteur. Etat : juin 2009. ¹⁾ Berlin compris.

Une structure sectorielle de l'économie différente à l'est

Mais on n'observe pas seulement des différences est-ouest au sein de chacun des divers secteurs ; on constate aussi des différences dans la structure même de l'économie. Ainsi, si on prend pour référence la moyenne allemande, on s'aperçoit que les secteurs moins productifs contribuent davantage à la création de valeur à l'est qu'à l'ouest. Outre-Rhin, se distinguent généralement par une productivité inférieure à la moyenne : le BTP, le commerce, les transports, l'hôtellerie et la gastronomie, l'administration publique (éducation et formation comprises) et la santé. Or ces secteurs pris comme un ensemble contribuent à la création de richesse à hauteur de 45 % à l'est, mais de 38 % seulement à l'ouest.

S'y ajoute le facteur prix, qu'intègrent toutes les statistiques mesurant la performance économique et la productivité. Car c'est dans les prix que se reflètent les disparités régionales en termes de compétitivité. Cela vaut particulièrement pour les biens et services qu'il n'est pas possible d'offrir au-delà de la région de leur production ; or leur part est plus importante à l'est qu'à l'ouest. Pour donner un exemple : si pour une même coupe de cheveux, un coiffeur est-allemand ne peut exiger que la moitié du prix demandé par son homologue ouest-allemand, les règles statistiques considèrent alors qu'il est moitié moins productif que ce dernier. Dans les statistiques mesurant les performances économiques, l'effet

produit se renforce ainsi de lui-même : faible compétitivité, prix bas, et les statistiques en concluent à une création de richesse particulièrement faible. Un tel effet s'observe également dans le cas de la France et, plus généralement lorsqu'on se livre à des comparaisons internationales. On tente alors de prendre en considération également les différences observées entre les différents pays en matière de pouvoir d'achat. Il conviendrait de procéder de la même manière quand on compare les régions ; mais les données en la matière sont quasi inexistantes...

Est-il pertinent de mesurer l'Allemagne de l'est à l'aune des anciens Länder ?

Quand il s'agit d'analyser l'évolution économique et le niveau de performance de l'Allemagne de l'est, on prend généralement pour référence les anciens Länder. C'est l'approche la plus courante et la plus évidente, puisqu'elle permet de puiser dans une mine de données. Or en filigrane, elle repose sur l'idée que l'est allait et devait rattraper le niveau de l'ouest en matière de performances économiques et donc aussi de revenus ; et c'est d'ailleurs ce qu'attendaient nombre de citoyens de la RDA après la chute du Mur. S'y ajoute la volonté politique d'une large convergence est-ouest. En RFA, la Loi fondamentale prévoit ainsi la « *réalisation de conditions de vie équivalentes* » d'une région allemande à l'autre (art. 72, § 2) ; ce concept laisse toutefois le champ libre à l'interprétation. L'Allemagne comme l'UE ont placé l'objectif de la convergence des économies régionales au cœur de leur politique structurelle ; le même objectif de cohésion régionale préoccupe aussi la recherche en la matière.

Cette approche de la cohésion élude toutefois le fait que les régions de l'ouest sont loin de toutes présenter le même niveau de performances économiques. De fortes disparités régionales se constatent ainsi au niveau des Länder : tandis qu'à Hambourg (ville-Etat), le PIB par habitant se montait à 48 200 € en 2009, il était de 35 700 € en Hesse, le Land à l'économie la plus performante (hors la catégorie des 3 villes-Etat que sont Hambourg, Brême et Berlin) ; la Rhénanie-Palatinat se classait au dernier rang des anciens Länder, avec 25 500 €. Parmi les Länder de l'est, le PIB par habitant s'échelonnait entre 21 300 € (Mecklembourg-Poméranie occidentale) et 26 300 € (Berlin).

**Il existe de fortes disparités
régionales à l'ouest, ...**

Comme partout dans le monde, les régions allemandes présentent des structures très différentes, notamment au regard de la densité de population. Alors que les nouveaux Länder (Berlin inclus) n'affichent que 153 habitants au km² – cette valeur descend même au-dessous de 100 dans le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie occidentale –, les anciens Länder comptent en moyenne 264 habitants au km². Le Land de l'ouest le moins densément peuplé, le Schleswig-Holstein, se situe tout de même au-dessus de la moyenne est-allemande, avec 179 habitants au km². Il est évident qu'au sein des territoires ruraux à faible densité de population, l'économie est moins performante que dans les agglomérations densément peuplées (si l'économie des zones rurales était plus attractive, elles ne seraient pas si faiblement peuplées...). Seules font exception à cette règle les anciennes zones industrielles et urbaines accusant un retard économique, ainsi que certaines régions touristiques dont le dynamisme est purement saisonnier.

**... notamment en ce qui concerne
la concentration des activités**

Si on considère non pas les Länder ou autres entités administratives, mais les régions pertinentes sous l'angle de l'aménagement du territoire, c'est-à-dire les zones de concentration des activités, on s'aperçoit que, sur les 96 recensées en RFA, 22 se situent en Allemagne de l'est. Celles-ci figurent en queue du palmarès. Autrement dit : les régions hautement compétitives se situent toutes à l'ouest, et les régions les moins compétitives toutes à l'est – elles sont toutefois au même niveau que les régions occidentales les moins dynamiques. Si les régions est-allemandes ne font pas partie de la première division de la RFA,

**Les régions est-allemandes
ont intégré la 2^e ou 3^e ligue**

elles n'en sont donc pas moins parvenues à intégrer la deuxième ou la troisième.

PIB par habitant dans les zones de concentration d'activités allemandes (en €/an)

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur. Etat : 2008.

Focus sur l'évolution des revenus

Après l'Unité, nombreux étaient les citoyens de la RDA à croire qu'ils auraient vite des revenus aussi élevés que les Allemands de l'ouest. C'était une illusion : ce niveau est loin d'être atteint.

Evolution du revenu primaire et du revenu disponible par habitant en Allemagne de l'ouest et en Allemagne de l'est (en €/an)

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur.

Aujourd'hui, les revenus augmentent au même rythme

Certes, du point de vue macroéconomique, le revenu primaire, autrement dit le revenu généré par le marché, avant prélèvements fiscaux et sociaux, avait considérablement augmenté à l'est dans la première moitié des années 1990. Le revenu disponible, c'est-à-dire celui dont disposent les ménages après impôts et cotisations sociales, a connu une hausse similaire. Cela a permis de réduire en partie l'écart salarial est-ouest. Mais cette tendance ne s'est pas poursuivie dans la seconde moitié des années 1990 ; depuis, les revenus augmentent au même rythme dans l'ensemble de la RFA. Une évolution qui reflète celle de l'économie dans laquelle il n'est depuis bien longtemps plus question d'un quelconque rattrapage de l'est.

Mais le revenu disponible est gonflé par les transferts

Il est frappant de constater que, dans les nouveaux Länder, et depuis des années, les revenus primaires sont exactement au même niveau que les revenus

disponibles : cela signifie que les Allemands de l'est perçoivent à peu près autant de revenus de transfert que ce qu'ils versent en impôts sur le revenu et en cotisations sociales. Dans les anciens Länder en revanche, la différence entre ces deux sources de revenus est nettement plus sensible. Selon les dernières données disponibles (2008), le revenu primaire par habitant n'atteint à l'est que les deux tiers du niveau de l'ouest, le revenu disponible par habitant en revanche près de 80 %.

Composition du revenu des ménages ouest-allemands et est-allemands en 1991 et 2008

	1991		2008	
	ouest	est	ouest	est
	<i>par habitant et par an (en €)</i>			
Revenus salariaux perçus	11 671	6 151	15 621	12 125
Excédent d'exploitation, revenus issus d'une activité indépendante	2 398	391	2 995	2 001
Revenus nets du patrimoine	2 626	361	5 216	2 039
Revenu primaire	16 695	6 903	23 832	16 165
Prestations sociales monétaires	3 333	2 774	5 375	6 059
Impôt sur le revenu / Impôt sur le patrimoine	2 224	403	3 307	1 817
Cotisations sociales	3 982	2 125	6 012	4 869
Revenu disponible	13 779	7 145	19 838	15 536
Épargne	1 899	526	2 344	1 497
	<i>par habitant, anciens Länder = 100</i>			
Revenus salariaux perçus		53		78
Excédent d'exploitation, revenus issus d'une activité indépendante		16		67
Revenus nets du patrimoine		14		39
Revenu primaire		41		68
Prestations sociales monétaires		83		113
Impôt sur le revenu / Impôt sur le patrimoine		18		55
Cotisations sociales		53		81
Revenu disponible		52		78
Épargne		28		64

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur.

Ces écarts entre les revenus reflètent en grande partie les disparités est-ouest en matière de productivité et de sous-emploi – c'est surtout vrai pour les salaires. Mais ce n'est pas tout, car les revenus du patrimoine sont eux aussi nettement inférieurs à l'est. En 2008, par an et par habitant, le revenu issu du patrimoine s'élevait à seulement un peu plus de 2 000 € (en termes nets) à l'est, contre non moins de 5 200 € à l'ouest. Certes, les Allemands de l'est ont vu nettement progresser leur patrimoine, mais celui-ci est loin d'atteindre le niveau de l'ouest ; et l'épargne qu'ils prélèvent sur leurs revenus courants est elle aussi inférieure à celle des Allemands de l'ouest. Autre fait marquant à l'est : la part relativement faible, dans le revenu global des ménages, des revenus issus d'une activité indépendante. Cela ne s'explique pas tant par le nombre de travailleurs indépendants, au demeurant à peine inférieur à celui de l'ouest, que par le faible niveau des revenus de ces derniers.

Une colossale compensation des revenus s'effectue *via* les systèmes fiscaux et sociaux. Le volume des prestations sociales (pensions du régime de retraite légale, allocations chômage, allocations par enfant et autres transferts) que perçoivent les Allemands de l'est est supérieur d'un septième à celui de l'ouest. En raison de cette part élevée des transferts, ces prestations pécuniaires entrent pour 40 % dans les revenus disponibles des Allemands de l'est (contre un peu plus de 25 % seulement à l'ouest). Depuis 2005, cette part a légèrement baissé, à l'est comme à l'ouest, ce qui s'explique probablement par la hausse de l'activité lors du dernier cycle de croissance. S'y ajoute selon toute vraisemblance l'impact de la réduction des prestations sociales intervenue dans le cadre des réformes du marché de l'emploi. Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, la part élevée des transferts sociaux à l'est n'est pas imputable seulement au fort taux de chômage. En effet, les pensions de retraite du régime

Des revenus du patrimoine nettement inférieurs à l'est

Part élevée des transferts sociaux, surtout des pensions de retraite

légal y sont particulièrement élevées, du fait que la période d'activité exercée sous le régime de la RDA est généreusement prise en considération dans le calcul des droits. Selon les données publiées par le portail du réseau allemand de recherche sur les retraites (*Forschungsportal der Deutschen Rentenversicherung*), la pension versée chaque mois aux retraités se montait fin 2009 en moyenne à 1 019 € pour les hommes et 700 € pour les femmes dans les Länder de l'est, contre respectivement 969 € et 500 € à l'ouest.

Part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages ouest-allemands et est-allemands (en %)

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, calculs de l'auteur.

Des niveaux de vie équivalents à l'est et à l'ouest

Sans ces énormes transferts des systèmes de protection sociale et sans les effets compensatoires du régime de l'impôt sur les revenus, les revenus dans les nouveaux Länder seraient encore moins élevés. Et comme le montant des revenus a un impact direct sur le pouvoir d'achat, et que celui-ci a une influence déterminante sur les performances économiques, les systèmes publics de redistribution soutiennent ainsi massivement l'économie est-allemande. Mais d'un autre côté, comme les performances économiques des nouveaux Länder sont faibles, elles tassent les revenus que peut proposer le marché, ce qui a pour conséquence de tasser les prix. Or quand on sait que le pouvoir d'achat d'un euro est plus important dans les régions dont les performances économiques sont faibles, il faut se garder de confondre revenus et niveau de vie – les deux ne sont pas tout à fait identiques.

CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES, LES NOUVEAUX LÄNDER ont réalisé d'énormes progrès. Les plus immédiatement visibles sont le renouvellement des infrastructures ; elles sont souvent plus modernes que celles de l'ouest. La base économique aussi a été renouvelée en profondeur. Cela vaut tout particulièrement pour l'industrie, au cœur des préoccupations après la chute du Mur. Les nouveaux Länder n'en restent pas moins nettement à la traîne par rapport à l'ouest en termes de performance économique et de productivité. Au plan macroéconomique, le processus de rattrapage stagne depuis plusieurs années déjà – bien que cela ne soit pas vrai dans tous les secteurs ni dans toutes les régions. Pas encore totalement autonomes économiquement, les nouveaux Länder dépendent toujours des transferts massifs en provenance de l'ouest.

Au regard des vifs espoirs nés après la chute du Mur, le constat actuel ne peut que décevoir. Mais il faut aujourd'hui se rendre à l'évidence : ces attentes étaient démesurées et, surtout, illusoires. On avait ainsi négligé le fait que la structure du territoire diffère nettement à l'est, surtout sous l'angle de la densité de la population, faible en comparaison de l'ouest. Or quel que soit l'endroit du globe considéré, les territoires peu peuplés sont économiquement moins dynamiques que les zones densément peuplées où se concentre l'activité. On

peut le constater quand on procède à des comparaisons internationales, mais aussi quand on regarde l'évolution historique. Sous l'Empire, une grande partie de l'actuelle Allemagne de l'est appartenait à cette région dénommée « Elbe orientale » (*Ostelbien*) et qui était alors synonyme de sous-développement économique. Or depuis ce temps-là, la structure du territoire est pratiquement restée la même. A l'opposé, les régions plus densément peuplées au sud et au sud-ouest de l'Allemagne de l'est abritent un certain nombre de sites industriels anciens (elles étaient l'un des berceaux de l'industrialisation allemande). Comme le montre l'évolution d'autres régions – par exemple les villes américaines de Pittsburgh et de Détroit, le nord de l'Angleterre et du Pays de Galle, la Lorraine et enfin la Ruhr –, la revitalisation économique de ces sites est un très long processus. Trente ans après le déclin de ses industries clés d'autrefois, la Ruhr affiche une performance économique largement inférieure à la moyenne allemande et un sous-emploi à peine moins élevé que dans certaines régions des nouveaux Länder.

Il faut donc faire le deuil de l'idée que l'Allemagne de l'est pourrait rattraper à brève échéance le niveau économique de l'ouest. De plus, il faut être conscient que cet « ouest » n'existe pas en tant qu'entité économique : ce n'est qu'un ensemble de régions au dynamisme très différent. L'Allemagne de l'est aussi présente de telles disparités régionales.

S'y ajoute aujourd'hui le problème d'un déclin démographique croissant dont l'impact sur le marché de l'emploi ira grandissant. Jusqu'ici ne s'était fait sentir que l'exode de quelque deux millions d'Allemands de l'est qui avaient émigré à l'ouest depuis la chute du Mur, faisant tomber la population de l'Allemagne de l'est à un peu plus de 16 millions d'habitants seulement (Berlin et ses près de 3,5 millions d'habitants compris). Cet exode était une conséquence logique de la pénurie d'emplois. Désormais, c'est une autre tendance qui pose problème : le spectaculaire effondrement de la natalité d'il y a vingt ans, qui ne permet plus d'assurer la relève sur le marché de l'emploi et qui pourrait bientôt se traduire par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

L'Allemagne de l'est a bénéficié d'un soutien massif de la part de l'ouest : le total des transferts est estimé à 1 400 milliards €. Pour l'essentiel, ces dépenses ont bénéficié aux transferts sociaux, au renouvellement des infrastructures et au subventionnement des entreprises. Assurément, l'Allemagne de l'est a toujours besoin de soutien, mais celui-ci devra à l'avenir être moins indifférencié. Une partie des moyens jusqu'à présent alloués au développement des infrastructures pourrait ainsi être employée à d'autres fins. Au regard du déclin et du vieillissement de la population, on peut se demander en effet quelles infrastructures seraient du reste encore nécessaires, et dans quelle mesure, leur renouvellement étant de surcroît largement avancé. De ce fait même, les généreuses subventions encore accordées aux entreprises, et créées initialement pour pallier le handicap compétitif résidant dans le manque d'infrastructures, ont perdu leur justification. Mais comme toujours en matière de subventions, une fois qu'elles ont été instaurées et qu'elles ont déployé leurs effets addictifs, responsables politiques, lobbyistes et entreprises ne veulent plus s'en passer.

S'ajoute à cela l'UE qui, dans le cadre de sa politique de cohésion régionale établie sur une logique de redistribution, dépense des sommes astronomiques pour la convergence des performances économiques régionales – une politique dont l'efficacité reste au demeurant à démontrer. Certes, la Commission européenne ne cesse de mettre en avant les progrès réalisés dans l'harmonisation des performances économiques des régions dans l'UE (Commission européenne, 2007). Or ces progrès s'expliquent par le fait que quelques Etats membres, notamment ceux qui avaient un faible potentiel économique, ont connu par le passé une croissance supérieure à la moyenne qui a permis justement aux régions les moins dynamiques de voir s'accroître leurs performances. Mais on chercherait en vain les signes d'une quelconque convergence entre les Etats membres.

Pour conclure : plutôt que de dépenser ces fonds publics en subventions ou en infrastructures, il serait plus judicieux de les investir dans la formation et la qualification de la génération à venir – surtout en Allemagne de l'est, car elle va ressentir bien avant l'ouest les effets du vieillissement démographique.

Traduction : I. Bourgeois et S. Hazouard

Indications bibliographiques

- **BOURGEOIS I. (dir.)**, *Allemagne : compétitivité et dynamiques territoriales*, Travaux et Documents du CIRAC, 2007
- **BRENKE K.**, « Die Jahre 1989 und 1990 : Das wirtschaftliche Desaster der DDR – schleichender Niedergang und Schocktherapie. », *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, n°2/2009
- **BRENKE K., ZIMMERMANN K. F.**, « Ostdeutschland 20 Jahre nach dem Fall der Mauer: Was war und was ist heute mit der Wirtschaft? », *Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung*, n°2/2009
- **Commission européenne**, *Des régions en pleine croissance, une Europe en pleine croissance*. Quatrième rapport sur la cohésion économique et sociale, Bruxelles, 2007
- **DIW, IAB, IfW, IWH, ZEW**, « Fortschrittsbericht wirtschaftswissenschaftlicher Institute über die wirtschaftliche Entwicklung in Ostdeutschland », *IWH-Sonderheft*, n°3/2002
- **DIW, IAB, IfW, IWH, ZEW**, « Zweiter Fortschrittsbericht wirtschaftswissenschaftlicher Institute über die wirtschaftliche Entwicklung in Ostdeutschland », *IWH-Sonderheft*, n°7/2003
- **IWH (dir.)**, « Zehn Jahre Deutsche Einheit – Bilanz und Perspektiven », *Sonderheft des IWH*, 2/2001
- **LALLEMENT R.**, *L'unification sans miracle. L'économie allemande en mutation (1990-1995)*, Travaux et Documents du CIRAC, 1995
- **MATERIALIEN DER ENQUETE-KOMMISSION**, *Überwindung der Folgen der SED-Diktatur im Prozess der deutschen Einheit*, 13. Wahlperiode des Deutschen Bundestages, Vol. 3 Wirtschafts-, Sozial- und Umweltpolitik, Nomos, Baden-Baden, Suhrkamp, Frankfurt/Main, 1999
- « Protokolle des ZK der SED » in **HERTLE H.-H., STEPHAN G.-R.**, *Das Ende der SED. Die letzten Tage des Zentralkomitees*, Ch. Links Verlag, Berlin 1999.
- **RAGNITZ J.**, « Produktivitätsrückstand der ostdeutschen Wirtschaft: eine zusammenfassende Bewertung », *Wirtschaft im Wandel*, n°7-8/2001, pp. 181-189
- **SCHÜRER G., BEIL G., SCHALCK A., HÖFNER E., DONDA A.**, « Analyse der ökonomischen Lage der DDR mit Schlussfolgerungen. Vorlage für das Politbüro des Zentralkomitees der SED, 27. 10. 1989 », notamment in **HERTLE H.-H., JUNKERNHEINRICH M., KOCH W., NOOKE G.**, *Vom Ende der DDR-Wirtschaft zum Neubeginn in den ostdeutschen Bundesländern*, Hanovre, 1998
- **SZOMBURG J.**, « Ostdeutschland - Polen Zwei Transformationsansätze - zwei Entwicklungswege ». *Sonderheft des IWH*, n°2/2001.